



UN LIBRARY

NOV 23 1979

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/34/L.81  
26 novembre 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 56 de l'ordre du jour

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Afghanistan, Bhoutan, Botswana, Burundi, Haute-Volta, Lesotho,  
Malawi, Mali, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine,  
République démocratique populaire lao, Rwanda, Swaziland,  
Tchad, Zambie : projet de résolution

Action spécifique se rapportant aux besoins et aux problèmes  
particuliers des pays en développement sans littoral

L'Assemblée générale,

Réitérant les mesures spéciales à prendre en faveur des pays en développement sans littoral, en particulier celles qui figurent dans les résolutions 63 (III) du 19 mai 1972, 98 (IV) du 31 mai 1976 et 123 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Ayant présentes à l'esprit diverses autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale, par les organismes qui lui sont reliés et par les institutions spécialisées, insistant pour que des mesures spéciales soient prises d'urgence en faveur des pays en développement sans littoral,

Reconnaissant que le manque d'accès à la mer des pays en développement sans littoral, aggravé par les distances importantes qui les séparent des ports maritimes, par leur éloignement et leur isolement par rapport aux marchés mondiaux et par les difficultés plus grandes et les coûts plus élevés de leurs services de transport internationaux, constitue un obstacle grave et persistant au développement social et économique de ces pays,

Rappelant les dispositions de ses résolutions 31/157 du 21 décembre 1976, 32/191 du 19 décembre 1977, 33/150 du 20 décembre 1978, ainsi que des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'exercice du droit des pays en développement sans littoral au libre accès à la mer et à partir de la mer, ainsi que leur droit à la liberté de transit,

1. Réaffirme le droit de libre accès à la mer et à partir de la mer des pays en développement sans littoral, ainsi que leur droit à la liberté de transit;

2. Invite les pays développés, les autres Etats, les organisations internationales et les institutions financières à appliquer d'urgence les mesures spécifiques se rapportant aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral prévues dans les résolutions 63 (III), 98 (IV) et 123 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que dans d'autres résolutions pertinentes adoptées par l'Organisation des Nations Unies;

3. Note avec regret que l'assistance fournie jusqu'à maintenant est très inférieure aux besoins des pays en développement sans littoral;

4. Prie instamment la communauté internationale et les institutions financières internationales d'apporter aux pays en développement sans littoral une aide accrue, sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur, pour la construction, l'amélioration et l'entretien de leur infrastructure et de leurs installations de transport et de transit;

5. Félicite le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les autres organismes apparentés du système des Nations Unies pour les efforts qu'ils ont déployés et pour l'assistance qu'ils ont fournie en faveur des pays en développement sans littoral et leur demande de fournir à ces pays des ressources accrues pour faire face à leurs besoins;

6. Invite le Comité préparatoire pour la nouvelle stratégie internationale du développement de prendre dûment en considération, dans la formulation de la stratégie pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, les problèmes particuliers se rapportant aux pays en développement sans littoral;

7. Recommande d'intensifier les activités concernant l'organisation des études nécessaires et l'exécution de mesures et de programmes d'action spécifiques, y compris les mesures et programmes prévus dans le cadre de la "coopération économique entre pays en développement", ainsi que les mesures et programmes prévus sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au niveau régional et sous-régional, en coopération avec les commissions régionales.

-----